



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne - 12 rue du Maître du Monde
80440 Glisy

Glisy, le 02/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2024 - E20121
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SA GURDEBEKE est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de

40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant),
- arrêté préfectoral du 15 juin 2021.

Le casier 20 est en cours d'exploitation. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté un éboulis du flanc Est en limite de site où sera aménagé le casier 21.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 8.4.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Gestion des lixiviats du casier C16	AP de Mesures d'Urgence du 21/05/2021, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions spécifiques aux casiers exploités en	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 8.4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mode bioréacteur		
5	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 8.4.2	Sans objet
7	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats de la visite d'inspection et suite à la visite d'inspection, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions :

- des articles 11-1, 11-2, 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 21 mai 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.[...]</p> <p>En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. [...]</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.</p> <p>Les lixiviats sont pompés dans les casiers et rejetés dans 5 bassins de stockage de lixiviats.</p> <p>L'exploitant a montré un tableau pour les mois d'avril 2024 et mai 2024 de suivi des hauteurs topométriques des lixiviats pour les casiers 16, 17, 18 et 19. Il n'a pas été en mesure de montrer la</p>

<p>hauteur des lixiviats pour le casier 20 en cours d'exploitation. Ces hauteurs maximales sont de faits supérieures à 30 cm au point bas du fond des casiers.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de document de suivi des hauteurs de lixiviats pour l'année 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis un devis signé avec "bon pour accord" en date du 24 juin 2024 pour l'achat de sondes pour réaliser le suivi des hauteurs des lixiviats des casiers.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la hauteur maximale de 30 cm au point bas du fond des casiers mentionnés ci-dessus pour les mois d'avril 2024 et de mai 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - [...] Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p> <p>La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cinq bassins de stockage des lixiviats ne disposaient pas de repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialisant les volumes de réserve.</p> <p>Quatre bassins de stockage des lixiviats disposaient d'une clôture sur tout leur périmètre. Un bassin de stockage des lixiviats ne disposait pas de clôture sur tout son périmètre.</p> <p>Il a été constaté une échelle dans un des quatre bassins. Les quatre autres bassins n'en disposaient pas.</p> <p>Il a été constaté une bouée pour les cinq bassins.</p> <p>Aucune signalisation des risques et des équipements de sécurité obligatoires n'était mise en place.</p> <p>Il a été constaté un dispositif d'arrêt manuel de l'alimentation en lixiviat des bassins de stockage des lixiviats pour prévenir tout débordement.</p> <p>Suite à la visite l'exploitant a fourni une photo d'un affichage provisoire des risques et un devis signé avec bon pour accord le 18/06/2024 pour l'affichage de la signalisation des risques et des équipements de sécurité obligatoires. Il a fourni une photo d'une échelle mise en place dans un</p>

bassin et précisé dans sa procédure que le repère du volume de réserve est la deuxième marche de l'échelle.
L'exploitant ne respecte pas la totalité de la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats et des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. [...].</p> <p>II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté et fourni un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats.</p> <p>L'exploitant relève la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des casiers 16, 17, 18 et 19.</p> <p>L'exploitant ne relève pas la hauteur de lixiviats dans le puits de collecte du casier 20 en cours d'exploitation.</p> <p>L'exploitant ne relève pas les hauteurs de lixiviats dans les cinq bassins de collecte.</p> <p>Le dispositif de gestion des lixiviats interdit leur rejet en conformité avec l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées. Les lixiviats sont évaporés.</p> <p>Dans le tableau présenté, les deux compteurs permettant de relever les lixiviats pompés dans les casiers mentionnent des chiffres identiques depuis décembre 2023.</p> <p>L'exploitant précise que les compteurs sont hors service depuis décembre 2023. L'exploitant ne relève pas les volumes de lixiviats pompés mensuellement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Dispositions spécifiques aux casiers exploités en mode bioréacteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 8.4.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement des casiers bioréacteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les casiers contenant des déchets biodégradables peuvent être équipés des dispositifs de réinjection des lixiviats. L'aspersion des lixiviats est interdite.</p> <p>Seule la réinjection de lixiviats n'inhibant pas la méthanogénèse peut être réalisée sans traitement préalable des lixiviats. Dans le cas contraire, les lixiviats sont traités avant leur réinjection.[...]</p> <p>Les lixiviats ne sont réinjectés que dans un casier dans lequel il n'est plus apporté de déchets et où la collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz.</p> <p>Le dispositif de réinjection est conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.</p> <p>Chaque réseau d'injection peut être isolé hydrauliquement et équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets.</p> <p>Le réseau d'injection est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression. En cas d'augmentation anormale de la pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.</p> <p>Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection doit pouvoir être contrôlé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise ne pas réinjecter de lixiviats depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 lui permettant de réinjecter des lixiviats dans des casiers fermés ayant reçu des déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant justifie la non réinjection des lixiviats compte tenu du rapport DBO/DCO défavorable.</p> <p>Il a été constaté des dispositifs de réinjection des lixiviats présents sur site et non mis en service.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 8.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de contrôle et de maintenance des casiers bioréacteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un casier exploité en mode bioréacteur, l'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
Constats :

L'exploitant précise ne pas réinjecter de lixiviats depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 lui permettant de réinjecter des lixiviats dans des casiers fermés ayant reçu des déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 8.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des casiers bioréacteurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation gérée en mode bioréacteur tient à jour un registre sur lequel il reporte quotidiennement, outre les informations précisées à l'article 22 de l'arrêté du 15 février 2016, les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets et le contrôle de l'humidité des déchets entrants. Ce suivi porte sur :

Paramètres	Fréquence
Volume de lixiviats injectés par casier bioréacteur	Mensuelle
Volume de lixiviats collectés par casier bioréacteur	Mensuelle, débitmètre sur chaque tête de puits
Analyse de la composition du lixiviat (pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols)	Trimestriel
Données météorologiques	Journalière
Le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent	Mensuelle
La hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte	Mensuelle

Constats :

L'exploitant précise ne pas réinjecter de lixiviats depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 lui permettant de réinjecter des lixiviats dans des casiers fermés ayant reçu des déchets non dangereux.

L'exploitant n'a pas installé de débitmètre sur chaque tête de puits pour les casiers 16, 17, 18 19 et 20 permettant de contrôler le volume de lixiviats collectés par casier.

L'exploitant analyse trimestriellement la composition du lixiviat et les paramètres mentionnés dans la prescription.

Le relevé mensuel des hauteurs de lixiviats dans les puits de collecte des casiers 16, 17, 18 et 19 est effectué. L'exploitant n'a pas justifié ce relevé mensuel pour le casier 20 en cours d'exploitation.

L'exploitant ne relève pas la hauteur des lixiviats dans les cinq bassins de collecte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Compte tenu que l'exploitant n'a pas réinjecté de lixiviats dans les casiers fermés depuis 2018, il revient à l'exploitant de solliciter une demande de modifications conformément au R181-46 du Code de l'environnement pour les paramètres suivants : du volume de lixiviats injectés par casier bioréacteur et des données météorologiques journalièrement. Si l'exploitant opte pour cette demande de modifications, il transmet au Préfet un porter-à connaissance conformément au R181-46 du Code de l'environnement dans un délai de trois mois à réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'exploitant réalise une ronde journalière, passant à minima par les communes de Lihons et Chaulnes, afin de détecter l'apparition d'éventuelles nuisances olfactives. Il met en place un registre de suivi de ces rondes dans lequel il consigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les constats effectués en termes de nuisances olfactives décrivant l'intensité ressentie, - les actions mises en oeuvre pour pallier les manifestations odorantes constatées, <p>[...]</p> <p>Afin de permettre une meilleure prévention des nuisances, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne de mesures permettant d'évaluer l'impact olfactif de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant de se rendre sur le site, l'inspection des installations classées a effectué un relevé olfactif à proximité du site.</p> <p>Il a été constaté à 9h05 une odeur de déchets frais hors agglomération de Lihons sur la route départementale 337 à proximité de l'intersection avec la route départementale 28. Aucune odeur de biogaz et de déchets n'a été ressentie aux rues Neuve et Marcel Froissart en agglomération de Lihons.</p> <p>L'exploitant a présenté et fourni le registre du 2 avril 2024 au 29 mai 2024 de suivi des rondes journalière sur les communes de Lihons et de Chaulnes. Le suivi des rondes répond aux critères de la prescription.</p> <p>L'exploitant ne relève pas d'odeurs liées à l'exploitant de son installation de stockage de déchets aux différents points de la ronde sur les communes de Lihons et de Chaulnes.</p> <p>Il relève deux nuisances olfactives sur cette période :</p> <ul style="list-style-type: none"> • "le 3 mai 2024 à 8h30 rue Nargot lié à un poulailler,

- le 27 mai à 9h10 rue des Nargot lié à un poulailler".

L'exploitant a fourni un rapport d'essai de surveillance de la qualité de l'ambient sur la période du 5 au 19 mars 2024 réalisé par EUROPOLL. Cinq points de prélèvements sont positionnés. 3 sont localisés en agglomération de Lihons (rue du Pertuis, angle rue Nagot et rue Neuve et le nouveau lotissement rue Marcel Froissart). 2 sont localisés sur la zone en cours d'exploitation et un en limite du site derrière un bassin de lixiviats soit à l'opposé de celui de la zone en cours d'exploitation. La direction des vents variait d'Est à Ouest, et provenait majoritairement de l'Est, du sud et du Sud-ouest. Les deux dernières directions citées correspondent à des directions du vent majoritaires de la région.

Ci-dessous, la synthèse de la conclusion du rapport.

" Des émissions modérées d'H2S sur le site au plus proche des zones émissives (20 g/m3). Cette concentration est plus faible que lors des deux campagnes précédentes.

Un relèvement assez faible des concentrations en H2S dans l'air ambient, au-dessus du bruit de fond atmosphérique de ce composé, aux trois points riverains de l'étude (de 0,65 à 1,02 g/m3) est mis en évidence.

La comparaison des concentrations mesurées en H2S chez les riverains, au cours de cette campagne, avec la valeur toxicologique de référence de qualité de l'air pour le public ne montre pas de problématique sanitaire.

Les résultats de cette sixième campagne comme ceux des précédentes, ne montre pas d'impact des émissions du site sur la qualité de l'air chez les riverains. La concentration en H2S à proximité de la zone en cours d'exploitation a baissé par rapport à celles des deux dernières campagnes. Elle est de l'ordre de grandeur de la campagne estivale de 2021 et 2022."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans les meilleurs délais suite à la réception du présent rapport de visite d'inspection, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de surveillance de la qualité de l'air ambient en saison estivale répondant à l'article 9.2.9 "Autosurveillance dans l'environnement" de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des lixiviats du casier C16

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 21/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Lixiviats sortant du casier C16

Prescription contrôlée :

Les travaux de reprise du casier C16 font l'objet d'un protocole établi par l'exploitant. Ce protocole décrit à minima les éléments suivants :

1) Évaluation de l'état général du casier C16, incluant :

- l'intégrité du flanc et de la barrière de sécurité active ;
- l'estimation de l'étanchéité globale ;
- l'évaluation de la hauteur de lixiviats au point bas du fond du casier ;

2) Dossier décrivant les solutions techniques à mettre en place pour assurer le pompage des lixiviats du casier. Ce dossier décrira notamment :

- les étapes à réaliser pour mettre en œuvre les solutions choisies ;
- les éléments mis en place pour garantir le maintien des dispositifs de gestion des lixiviats pendant la durée des travaux ;
- les contrôles à réaliser pour s'assurer de la bonne réalisation des travaux.

[...]

La réalisation des travaux conformément au protocole susvisé fait l'objet d'un contrôle réalisé par un organisme tiers, indépendant de l'exploitant. Il comprend également les justificatifs de remise en état des zones ayant servi à stocker temporairement les lixiviats (hors casier).

Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant.

Constats :

Il a été constaté la présence de lixiviats à même le sol dans la zone où sera aménagé le casier 21 en provenance du casier 16.

L'exploitant précise avoir mis en œuvre un bassin en argile afin de stocker ces lixiviats. Les lixiviats débordent du bassin en argile. Ils sont entreposés en dehors de ce bassin à même le sol.

L'exploitant ne respecte pas cette prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois